



CTA DU 28 JANVIER 2019

**Madame Le Recteur,
Mesdames ,
Messieurs,**

Compte tenu de l'ordre du jour dense de ce CTA de rentrée, l'UNSA Education fera une brève déclaration.

L'UNSA Education adresse ses vœux à l'ensemble des personnels de la communauté éducative et des élèves. Il est parfois difficile de souhaiter une bonne année, quand beaucoup la pense déjà mauvaise.

L'UNSA Education soutient l'Internationale de l'éducation afin de protéger la vie de notre collègue M. Basilio du syndicat philippin, menacé de mort par les autorités.

La défense des droits syndicaux est l'un des piliers d'une démocratie en bonne santé. Partout dans le monde, les militants et militantes syndicaux sont encore trop souvent la cible d'attaques des gouvernements et chaque année, plusieurs sont victimes de violences, d'arrestations, voire de meurtres. C'est tout aussi vrai pour le champ éducatif, signe d'émancipation et de liberté.

En tant que membre de la communauté mondiale des éducateurs, notre Fédération est solidaire de nos organisations sœurs aux philippines et affirme son soutien à Raymond Basilio , membre du bureau de l'IE.

Gilets jaunes, stylos rouges... Cette nouvelle année démarre avec la multiplication des contestations. A force de vouloir se passer des corps intermédiaires, l'exécutif se trouve en prise directe avec une grogne radicale à laquelle il semble impossible de répondre. Ces mouvements nous interrogent aussi, la fédération et ses syndicats.

Au quotidien, les agents publics travaillent au service de l'intérêt général et font vivre des services publics de qualité sur l'ensemble du territoire. S'ils ressentent des inquiétudes sur la société, ils se sentent aussi méprisés dans les annonces de notre gouvernement.

Le baromètre UNSA Education réalisé quelques semaines avant les élections professionnelles est sans appel : 80 % des enseignants trouvent le rythme des réformes soutenu ou précipité. Cette proportion grandit chez les cadres à 86 voire 87 %. Cette crispation auprès des personnels chargés de la mise en œuvre montre la déconnexion entre le discours délivré par l'institution et son application.

Pour le premier degré, la dotation en schéma d'emploi nulle pour l'académie, est un leurre puisqu'il faudra y ajouter d'autres suppressions de postes pour assurer les CE1 dédoublés et pour ouvrir d'autres classes qui le nécessiteraient. Nous déplorons qu'aucune impulsion politique ne soit donnée pour préserver et structurer l'offre éducative en milieu rural, sur la baisse des effectifs en maternelle, sur la consolidation des RASED, ou sur la direction d'école. Ce sera donc au moins le double de suppressions qu'il faut envisager dans les départements, et le taux d'encadrement ne sera pas à la hauteur affichée. C'est la deuxième année, que l'académie doit faire avec ses moyens en l'état.

Avec un retrait officiel de 29 postes affichés au CT Ministériel, ainsi qu'une transformation d'heures poste en HSA, la dotation dans l'académie, sur le second degré : c'est en réalité 118,5 postes supprimés avec 89 ETP transformés en HSA. Cela permet de masquer un nombre plus important de suppressions de postes, par volonté budgétaire... La non - parution des dotations par département, est-elle le signe de la gouvernance académique que vous mettez en place ? L'UNSA Education insiste : les départements permettent une gestion de proximité et de la connaissance de leur « terrain ».

Ces mesures vont mettre encore sous pression les établissements. La confrontation au réel dans les lycées va mettre à mal les personnels de direction, les inspecteurs, les personnels qui travaillent sur les dotations, des enseignants qui seront contraints d'avoir des postes partagés ou fermés. De plus, ce calendrier précipité est inadapté voire intenable aux réformes structurantes mises en place. Les choix des familles pour les enseignements de spécialité ne sont pas encore arrêtés, les divisions ne peuvent donc pas être encore constituées. Ces suppressions, et incertitudes de fonctionnement vont entamer encore plus la confiance que l'on pouvait espérer dans les besoins d'une réforme du baccalauréat que l'UNSA Education avait soutenue à l'époque. Pour les élèves aussi, ce seront bien des emplois du temps plus contraints qui seront vécus.

Et quand notre Ministre dit annoncer « une bonne nouvelle » en imposant une 2e heure sup, il prétend ainsi augmenter le pouvoir d'achat des enseignants. Nous voulions encore le redire : les heures supplémentaires et les postes ce n'est pas pareil ni pour les élèves ni pour les professeurs. Nous dénonçons cette dotation.

Sur le BOP 230, nous voulons souligner que les moyens attribués pour les PERDIR, restent encore insuffisants, et les supports vacants restent encore occupés par un nombre important de faisant fonction.

L'UNSA Education alerte depuis longtemps pour que la filière médico-sociale soit reconnue d'importance sur la promotion de la santé à l'école.

Dans notre académie, nous avons 65 médecins pour plus de 367 000 élèves ; donc en moyenne 1 médecin pour 5 600 élèves ... en termes de promotion, la santé à l'école est bien affaiblie.

Je vous remercie